

0307 L'ARGENT : FONDAMENTAUX concernant sa circulation.

La première chose que tout le monde sait ou presque, c'est qu'il n'existe pas de mine souterraine où l'on trouve des billets de banques, Dollars ou Euros, ces monnaies sont créées par des individus qu'on appelle banquier car ils tenaient sur les marchés antiques, des banc où ils rédigeaient des « bon pour » dont la valeur était garantie par leurs collègues étrangers qui faisaient la même chose. La valeur d'un « bon pour » avait comme valeur correspondante certaine, l'or ou les bijoux ou les tapis et autres chose rares que les banquiers se disaient prêts à gager pour garantir leurs « billets ».

Le fil de l'histoire montre que les Etats les ont parfois remplacés mais les banquiers se sont toujours montrés des commerçants sérieux, souvent plus que les dirigeant qui se sont trouvés aux pouvoirs..., plus ou moins démocratiquement. Finalement les banquiers ont réussi à convaincre les Etats qu'ils méritaient ce monopole de créer l'argent en en contrôlant la valeur.

Les Etats qui ont besoin d'argent, empruntent à ces personnes physiques qui se cachent sous l'identité d'entreprises souvent internationales. L'irrationnel apparaît quand les banquiers réclament aux Etats non seulement le principal (l'argent créé et prêté qu'ils auraient pu eux-mêmes faire) mais en plus des intérêts par nature incréés et théoriquement donc impossibles à rembourser. Il faut en effet réaliser que si le banquier crée bien l'argent qu'il prête, il réclame en plus de l'argent qu'il a prêté des intérêts qu'ils n'a jamais créés et qui sont donc introuvables, sauf à être piqués sur les bénéficiaires d'autres prêts... C'est ce qu'on appelle la cavalerie..., qui faisait dire à M. de Rothschild : « qui tient la banque tient le monde ».

En principe, l'argent créé ne doit l'être que pour faciliter le libre échange du secteur privé qui s'est mondialisé. Aucun Etat ne doit avoir besoin d'argent créé par la Banque. S'il emprunte aux banquiers, c'est pour leur faire plaisir et les enrichir, comme il est aisé de le comprendre en prenant l'exemple d'une piscine et d'un circuit hydraulique d'épuration de l'eau.

Considérez une piscine :

- Mettre de l'argent dans le circuit des échanges, en créer avec le système bancaire, c'est mettre de l'eau dans la piscine.
- Faire tourner l'argent pour le service public et social avec les impôts et charges en correspondance, c'est alimenter le système d'épuration de la piscine. Ce circuit **ne consomme pas d'eau** mais en fait circuler plus ou moins selon le réglage qu'on a choisi. Il faut que le circuit soit plein pour bien fonctionner. S'il ne prend pas assez d'eau ou qu'il est obstrué, il ne remplit plus sa fonction. S'il prend trop d'air, tout s'arrête et la piscine sera bientôt inutilisable.

Considérez les citoyens, baigneurs de la piscine :

- si le circuit d'assainissement fonctionne bien, les baigneurs peuvent s'y exprimer librement.
- si le circuit d'assainissement est en panne, 2 cas de figure plus un
 - o ceux qui auront les moyens de s'acheter une combinaison étanche pour vivre dans une eau saumâtre pourront y nager..., un temps. Car il faudra bien qu'ils régénèrent un jour leur attirail et respirent.
 - o Ceux qui auront les moyens de partir « ailleurs » vers des eaux moins troubles, pourront s'y débattre à loisir
 - o Et ceux qui n'ont aucun moyen..., n'en parlons plus ; ce n'est pas qu'on leur veut du mal ; on les a déjà oubliés.

La bonne gestion de l'argent concerne ainsi 2 secteurs distincts, le Domaine du libre échange et le domaine Public.

Le domaine du libre échange est celui où les banquiers avancent des fonds pour permettre aux géniaux créateurs de promouvoir et créer l'Offre pour laquelle ils pensent avoir des acheteurs. La crise des subprimes aux USA montre que les banquiers ont été un peu imprudents, leur imprudence s'étant manifestée à l'occasion de l'absence de solution humaniste des Etats qui n'ont pas su ou pas voulu faire de l'Economie.

Le domaine du Service Public, c'est celui où l'Etat n'intervient pas dans la production mais se contente de recycler une partie de l'argent circulant pour satisfaire tous les besoins citoyens.

Les besoins citoyens sont d'abord les Services Publics qui sont les besoins « matérialisés » de l'aide, puis, depuis que les machines remplacent les travailleurs, les prestations sociales. Il faut bien garder à l'esprit que le service Public est exclusivement un service pour le citoyen.

Le problème de manque d'argent a commencé à se faire sentir quand les travailleurs « d'Arlette » ont été mis sur la touche car les machines travaillaient mieux qu'eux. La raison du manque d'argent est due au fait que la majeure partie des recettes fiscales et sociales se faisait sur le travail des individus. Le travail disparaissant, les recettes ont disparu.

Alors qu'il aurait fallu servir des prestations sociales, au moins aux exclus de travail et de façon permanente, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de les enfermer dans le non droit et la pauvreté. Devant la richesse affichée, les plus jeunes ont, après un premier larcin, créé leurs entreprises de délinquance. Les sans droit s'en sont octroyé avec la violence que nous vivons.

Le bon raisonnement eut été que l'Etat, qui n'a pas besoin d'argent pour créer de l'Offre mais pour organiser le partage au bénéfice de TOUS et de CHAQUE citoyen, recycle l'argent public (dont le citoyen est théoriquement le SEUL bénéficiaire, direct ou indirect) de façon à ce que la Liberté et la Dignité de chacun soient d'abord garanties.

Dans l'exemple de la piscine cité plus haut, il fallait mettre un moteur capable de recycler à la vitesse convenable toute l'eau à épurer. Ainsi, pour être concret, pour que l'Etat dote chaque citoyen de 1.000 Euros par mois, il faut et il suffit qu'il multiplie l'actuelle tva par 4. La démonstration « mécanique » prouve que cela permet de supprimer la majorité de tous les autres impôts et charges. Sans travail dit « au noir ». Il n'y aura plus de travail sous-payé puisque n'existera plus la nécessité de travailler pour survivre avec un salaire dérisoire.

Résultat : Tous les pouvoirs d'achat augmentent. Toutes les dettes sociales et bancaires des particuliers vis à vis des institutions peuvent être effacées, Les OGM et les pesticides peuvent être rayés de la surface de nos sols, Les médecins, infirmières, et TOUS les services Publics peuvent être convenablement dotés et se servir enfin chaque citoyen.

Un problème majeur à effacer pour que cela se réalise : **la résistance des réseaux** qui n'hésitent pas aujourd'hui à aller jusqu'au crime pour gouverner et satisfaire leurs plus bas instincts de dieux « objétiseurs » d'humains.

Aux plus prochaines élections législatives ou européennes, il nous faudra présenter nos candidats représentant l'Inoppression Active et s'engageant à la mettre en place. Il n'y a aucune autre solution sensée. L'avenir ne dépend que de nous !